

PCF

**Parti
Communiste
Français**

L'Humain d'abord

**Lettre d'information de militant-e-s de Haute-Savoie du PCF
Semaines du 10 au 23 mars 2014 – n°145**

Une pleine capacité d'initiative

Chaque adhérent-e ou groupe d'adhérent-e-s, chaque instance locale, départementale et nationale du Parti peut prendre toutes les initiatives utiles à la mise en œuvre du projet des communistes. (extrait des statuts du Parti Communiste Français)

Haute surveillance Maurice Ulrich

Le pacte est devenu pour le gouvernement comme la danse de la pluie. À charge pour chaque ministre de répéter ses formules incantatoires.

Au moment même où patronat et syndicats dans un climat quelque peu houleux entamaient leur deuxième journée de discussion sur le pacte de responsabilité, la Commission européenne indiquait, par la voix de son commissaire aux Affaires économiques et monétaires, Olli Rehn, qu'elle en attendait les détails «avec impatience», et cela pour cette raison que «la France continue à connaître des déséquilibres macroéconomiques nécessitant une surveillance étroite et l'adoption de mesures politiques ambitieuses». En d'autres termes, quels que soient les résultats des discussions en cours, la France est placée sous haute surveillance et sommée de mettre en place ce qui n'a pas encore été acté, ni même décidé par les syndicats, le patronat et la représentation nationale. Les propos hier de M. Olli Rehn sont une atteinte à la souveraineté nationale, un déni de démocratie au sein de l'Union européenne. On devrait attendre une ferme condamnation au plus haut niveau dont on craint fort qu'elle ne vienne pas. D'autant que l'on voit très bien de quoi il retourne.

La Commission européenne, qui se réunissait pour évaluer les progrès des pays de la zone euro au regard des déséquilibres de leurs finances publiques, se fiche bien évidemment de supposées contreparties patronales dont le patronat ne veut pas. Ce qu'elle veut et ce qu'elle commande, ce sont des baisses de cotisations sociales, avec comme corollaire des coupes drastiques dans les dépenses publiques. C'est un transfert massif de la richesse publique, de l'argent de la solidarité nationale vers le secteur privé et les marchés. Car c'est à cela que revient le pacte.

Il n'empêche, il est devenu pour le gouvernement comme la danse de la pluie. À charge pour chaque ministre de répéter ses formules incantatoires. Et alors même que nombre de commentateurs frétilent et salivent au seul mot de remaniement, même ceux qui n'en sont pas et voudraient sans doute en être répètent la formule magique. Ainsi, déclarait hier Jean-François Cambadélis dans le Figaro, à propos d'un éventuel gouvernement resserré : « Dans la période que nous traversons, il faut avant tout rechercher l'efficacité. Si cela passe par un gouvernement de combat pour appliquer le pacte de responsabilité, la réduction des déficits, la relance de la croissance, voire la modernisation de notre industrie, j'y suis favorable. » En d'autres termes, on change quelques têtes, on en coupe quelques-unes et on fait la même politique, plus loin, plus haut, plus fort.

Il est vrai que d'autres, au sein même du PS, y rechignent. Son aile gauche refuse de cautionner un texte qui n'exige pas suffisamment de contreparties. Avant-hier, Benoît Hamon, membre du gouvernement, évoquait en termes de contreparties une baisse du coût du capital, en notant que les chefs d'entreprise français ont augmenté les distributions de dividendes de 50 % l'an passé. Soit une somme totale de cinquante milliards d'euros. Mais c'est rester au milieu du gué et les pieds dedans. Comme d'attendre du patronat qu'il fasse preuve d'un meilleur sens du dialogue social pour discuter branche par branche de ce qu'il fera peut-être, s'il le veut et si tout va bien. En réalité les propos hier de la Commission européenne éclairent le pacte sous son vrai jour. Un instrument au service de l'austérité et de la finance.

Il appartient aux syndicats, comme aux hommes et aux femmes de gauche, de le refuser.

SOMMAIRE

P1 **Édito** - Sommaire

P2 **Agenda**

P3 Situation alarmante des outre-mer : « Des actes à la hauteur de la situation » ; Personnes en situation de handicap : « un recul supplémentaire » ; Ukraine : Déclaration du PCF

P4 Solidarité avec les communistes ukrainiens ; Décès d'Yves Moreau : "le PCF perd une figure de résistance et d'humanité" ; Pour un véritable droit à l'énergie

P5 **LA CULTURE PAR INTERMITTENCE ?** ; Disparition de Martine Durlach : « Nous perdons une amie et une dirigeante de premier plan » ; Humanité Dimanche du 6 mars

P6-7 **Lettre de Pierre Laurent aux adhérents du PCF**

P7 Comment Marine Le Pen manipule les chiffres : cessons d'alimenter les peurs

P8 **1000 milliards de dividendes : LE CASSE DE L'ANNEE**

P9 De la sueur pour les jeunes, des larmes de joie pour les actionnaires ! ; « Ceux qui meurent pour la vie, ceux-là ne peuvent être considérés comme morts »

P10 Déclaration de la FMJD sur les événements en Ukraine ; Comité interministériel de la jeunesse : le droit commun ne doit pas attendre !

P11 Droit des femmes bafoué en Europe : solidarité ! ; Inquiétudes sur le projet du Grand Marché Transatlantique. Patrick Le Hyaric interroge la Commission européenne

P12 Déclaration commune sur l'intervention de l'UE en République centrafricaine ; Déclaration commune des organisations de jeunes communistes sur le chômage et l'emploi des jeunes

P13 L'Université Versailles Saint Quentin victime de l'autonomie ; A voir sur l'internet ; Pas de honte à porter un nom arabe ; Victoire des sandinistes (FMLN) aux élections présidentielles du Salvador

P14-15 **55 milliards = 2 millions d'emploi. L'état peut les offrir au patronat, qu'il embauche directement**

P16 Nouveau camouflet à La Poste ; Chypre : mise en échec des privatisations imposées par l'UE et chute du gouvernement ... grâce aux communistes ! ; Aidons l'Huma !

Agenda

Lundi 10 mars 19H à Annecy, salle Yvette Martinet, av. des Îles : Les méfaits du Grand Marché Transatlantique

18H30 collectif Palestine

Mardi 11 mars 18h30 à 20h au Café des « Négociants » 168, rue Pertuiset Bonneville Café-Débat: Généalogie, mode ou nécessité ? animé par André Donque, accompagné de Roger Revil

Mercredi 12 Mars 20h Alterlocal A l'aide! Ou comment j'ai arrêté de vouloir aider l'Afrique Conférence gesticulée de Antoine SOUEF (projection) Antoine a voulu aider l'Afrique pour améliorer le sort de ces millions de gens qui vivent dans la pauvreté... Mais une fois sur place, des doutes surgissent : l'aide semble maintenir insidieusement une domination occidentale qui perdure depuis l'époque coloniale : la main qui donne est toujours au dessus de celle qui reçoit ! Antoine nous promène dans les arnaques de l'aide au développement et de la dette, questionne la solidarité et les relations économiques et politiques internationales qui aident à comprendre les difficultés des peuples africains à s'émanciper de la tutelle internationale et à sortir de la pauvreté.

Jeudi 13 mars réunion RESF

20h Alterlocal RAS Nucléaire, rien à signaler Durée : 1h Ce documentaire rend hommage mais aussi alerte sur les conditions de travail des chargés de maintenance dans les centrales nucléaires (décontamineurs, mécaniciens, contrôleurs...). Des travailleurs de l'ombre qui dressent un tableau inquiétant d'un des fleurons de l'industrie européenne. Depuis la privatisation des groupes énergétiques, les conditions de travail semblent en effet se dégrader, au mépris de la santé des ouvriers et de la sécurité.

Vendredi 14 mars à 20h30 à l'Agora: Conférence : L'Art de la marionnette : histoire et techniques, avec Michelle Vieille

74 **la cgt** **FSU** FR Fédération Syndicale Unitaire **Solidaires** Union Syndicale **FO** Haute-Savoie

Mardi 18 Mars 2014

A l'appel des Unions Départementales de la Haute-Savoie

Grève interprofessionnelle contre la politique d'austérité et le pacte de responsabilité Hollande / Gattaz

Retraite services publics

Emploi salaires Sécurité sociale

TOUT EST LIÉ !

Dans le cadre de son «Pacte de responsabilité», le président Hollande veut détourner les 36 milliards de Salaire (socialisé) en dispensant les patrons des versements de la branche Famille. C'est l'amorce du démantèlement de TOUTE la Sécu. L'heure est grave. 36 Milliards d'euros pris dans les caisses de la CAF...? Un pillage de la Sécurité Sociale sans aucun précédent depuis 1945 !

Pour financer son «pacte» et répondre à l'exigence de la troika Européenne et du MEDEF, le Président Hollande annonce 50 Milliards d'économie ! C'est la destruction des services publics et de la protection sociale !

Cela fait 20 ans que les patrons détournent des milliards de la Sécurité Sociale, et touchent des aides publiques ! Le chômage a-t-il baissé ? NON ! Mais le gouvernement leur offre aujourd'hui les cotisations de la CAF pour soi-disant créer des emplois. Qui pourrait croire à ce marché de dupes ?

Pour CGT, FO, FSU, Solidaires, faire de la Protection Sociale et de la Fonction Publique, une variable d'ajustement budgétaire, met de fait en péril notre modèle social et affaiblit les solidarités ! C'est en revendiquant une AUGMENTATION DES SALAIRES, ensemble et dans l'unité, que nous prendrons au capital la part qui revient au salaire, à la protection sociale, donc aux SALARIÉS, RETRAITÉS et PRIVÉS D'EMPLOIS !

ENSEMBLE, NOUS REVENDIQUONS :

- une protection sociale basée sur le principe fondateur du salaire différé à base de cotisations sociales pour toutes les branches de la sécurité sociale ;
- une politique créatrice d'emplois stables et statutaires qui s'en prend au mal de notre économie : le coût du capital ;
- des augmentations de salaires et des retraites afin de relancer la consommation étranglée par l'austérité qui aggrave le chômage ;
- un service public, pour répondre à tous les besoins sur l'ensemble du territoire et faire face aux évolutions sociales, démographiques, environnementales et économiques ;
- pour l'abandon du plan de 50 milliards de baisse des dépenses publiques.

CGT, FO, FSU, Solidaires, de Haute-Savoie invitent les salariés, les retraités, les privés d'emploi à agir et défendre leurs revendications pendant la journée de grève et de mobilisation du Mardi 18 Mars

Rassemblement 11 H 00 - CPAM - Annecy

la cgt

Union Locale Annecy & environs

Bourse du Travail 12 rue République 74000 Annecy

Tél. 04 50 45 56 56 Fax. 04 50 51 21 91 ulcgannecy@wanadoo.fr

RIPOSTE

Après «Les Fourberies de Sapin» : ... Sans Droits ni Lois ?

Aujourd'hui, sous prétexte d'austérité pour «rembourser des dettes» qui ne sont pas celles des travailleur,ses, c'est une véritable **GUERRE CONTRE LE DROIT ET LE MONDE DU TRAVAIL** qui est menée par le patronat et les gouvernements successifs :

- Destruction systématique du Code du Travail par sa réécriture sous la dictée du patronat («simplification» de 2008, application de l'ANI 2013 et à venir l'ANI formation professionnelle...);
- Destruction de l'Inspection du Travail par la réforme Sapin «Pour un ministère fort» et la remise en cause de son indépendance ;
- Attaques contre la Médecine du Travail ;
- Projet de suppression de l'élection des Conseils de Prud'hommes ;
- Criminalisation du fait syndical ...

TOUT EST MIS EN ŒUVRE POUR EMPÊCHER L'ORGANISATION DES SALARIÉES dans la défense de leurs droits et dans la lutte pour en gagner de nouveaux !

L'Union Locale CGT d'Annecy et environs NE SE RÉSIGNERA JAMAIS !

Elle appelle travailleur,ses et citoyen,nes à débattre de la nécessaire riposte que le monde du travail doit opposer à cette offensive radicale menée contre lui par le capital.

L'Union Locale organise et vous invite à un

DÉBAT PUBLIC

LUNDI 17 MARS 2014 à 20 h 15



à La Turbine Cran-Gevrier

Ce débat s'ouvrira par la projection d'un film «Des canaris dans la mine» produit par la FGTB (Fédération Générale du Travail de Belgique) sur la lutte des travailleurs grecs et sa criminalisation en présence : **Gérard FILOCHE** Inspecteur du Travail (jeune retraité !)

ENTRÉE 4,30 €

Lundi 17 mars 20H30 La Turbine, projection + débat UL-CGT

Mardi 18 mars grève intersyndicale + rassemblement 11H CPAM Annecy

Mardi 18 mars réunion Chaîne Humaine contre les haines

Mercredi 19 Mars 14h à 16h Alterlocal Atelier: programmer ses histoires et ses jeux vidéos (à partir de 7 ans). Devenez créateur de vos propres animations et jeux! L'ordinateur peut encore être un formidable outil créatif que l'on maîtrise, non pas un nouvel espace de temps de cerveau disponible pour Coca-Cola! Grâce au logiciel libre Scratch, petits et grands pourront apprendre les bases de la programmation et de l'animation (Amenez un ordinateur si vous pouvez et nous installerons le logiciel sous Linux, Mac ou Windows). Un aperçu sur <https://vimeo.com/88004595> Des jeux coopératifs seront proposés pour les petites sœurs et petits frères qui ne peuvent pas participer.

Jeudi 20 mars réunion mouvement de la Paix

19h Alterlocal Atelier Bibliothèque Spontanée Venez fabriquer des boîtes à livres pour ensuite les disséminer dans la rue. Fini les bouquins qui prennent la poussière sur les étagères, on les dépose, on en prend, ça circule librement. On met à disposition du bois (mais vous pouvez amener d'autres matériaux) et des outils pour la fabrication et on décore ensuite avec trois bouts de ficelle et notre imagination en action.

Samedi 22 mars Congrès ANACR Annecy

Après-midi à Annecy : important stand NUCLEAIRE des Amis de la terre en rappel des catastrophes de Three Mile Island, Tchernobyl et Fukushima. Le mouvement de la Paix rappellera que l'on peut sortir immédiatement et totalement du nucléaire militaire.

Situation alarmante des outre-mer : « Des actes à la hauteur de la situation »

Les départements et collectivités d'outre-mer sont frappés par une crise d'une violence sans précédent. Un chômage massif qui frappe jusqu'à 60 % des jeunes dans certains de ces territoires, des denrées alimentaires à des prix prohibitifs, une montée de la délinquance et de la violence sur fond de pauvreté et d'avenir bouché, une population inquiète qui redoute un phénomène de paupérisation...

Jamais depuis la départementalisation de 1946, les outre-mer n'ont connu une telle situation. C'est désormais leur intégrité, leur cohésion qui est menacée.

La situation est devenue insupportable et l'explosion menace.

Cette situation appelle des actes à la hauteur de la situation, une politique nouvelle et ambitieuse, apte à refonder le modèle économique actuel qui mène à cette impasse sociale et humaine et qui gâche des atouts pourtant potentiellement porteurs de progrès.

Il faut pour cela favoriser enfin le développement endogène en l'appuyant sur les immenses ressources locales et les grandes potentialités de coopération et d'échange dans les zones géographiques de chaque territoire. C'est la condition pour sortir du « tout transfert de marchandise » entre la France, l'Europe et ces territoires.

Une telle rupture appelle une politique économique dynamique impliquant l'épargne locale, la banque de développement et les fonds publics, y compris européens.

Cela passe aussi par une vaste réforme foncière, la revalorisation de la filière canne aujourd'hui menacée, la relance d'un tourisme mettant en valeur les atouts locaux, le développement de la pêche actuellement entravée par les directives européennes, la marche vers l'autonomie alimentaire et énergétique, le développement des transports collectifs et de l'ensemble des services publics...

Pour avancer sur cette voie nouvelle, il faut nécessairement initier un nouveau type de relations entre ces territoires, la France et l'Europe, en sortant de la tutelle et en domiciliant enfin dans chaque île un véritable pouvoir répondant aux revendications des peuples concernés et à leur volonté de responsabilité et d'autonomie dans le cadre de la République. C'est cette exigence qu'a porté le groupe communiste au sénat par la voix d'Éliane Assassi, présidente du groupe lors d'un débat en session le 9 janvier.

Personnes en situation de handicap : « un recul supplémentaire »

La loi de 2005 avait fixé un délai de dix ans pour rendre les lieux publics accessibles.

Le gouvernement vient de rendre publique une nouvelle reculade.

Après avoir refusé de traiter de la perte d'autonomie en dehors du vieillissement, voilà qu'il invente de nouveaux aménagements, avec un agenda repoussant de trois à neuf ans supplémentaires les échéances.

C'est inacceptable pour les associations.

Le PCF, membre du Front de Gauche, est aux côtés des associations, des personnes en situation de handicap, de leurs familles et de leur proches pour dénoncer ce recul supplémentaire. Il faut créer les conditions pour compenser la perte d'autonomie et la situation de handicap.

Ukraine : Déclaration du PCF

Par la voix de son secrétaire national, Pierre Laurent, sénateur de Paris, le Parti Communiste Français s'est adressé aujourd'hui au président François Hollande pour qu'aucune décision de la France dans la crise ukrainienne ne soit prise sans consultation en amont des chefs de partis et des présidents de groupe au Parlement.

L'Ukraine est sous le feu depuis trois mois d'une lutte sans merci pour le pouvoir de ses oligarchies, toutes plus avides et corrompues les unes que les autres et qui se sont enrichies grâce aux politiques néo-libérales soutenues tant par l'UE que par la Russie.

L'Union européenne, la Russie, les États-Unis par l'intermédiaire de l'OTAN ou directement ont versé dans la surenchère, la démonstration de force et l'escalade militaire. C'est le peuple ukrainien qui est pris au piège entre la peste et le choléra.

Cette logique a pour toile de fond l'enjeu stratégique que représente l'Ukraine pour les grandes puissances qui s'affrontent dans une guerre économique féroce. 70 % du gaz et du pétrole russes transitent par l'Ukraine, et l'Europe représente 90 % des achats de pétrole russe. Ce n'est pas le retour de la Guerre froide à laquelle nous assistons mais bien à un conflit au sein du G8 entre, d'une part, les États-Unis, appuyés par l'UE et servis par l'OTAN, et, d'autre part, la Russie, pour sauver ou conquérir leur place parmi les puissances mondiales.

À l'instar de l'Allemagne qui met en place un groupe de contact, la France devrait jouer un rôle premier pour se démarquer significativement de l'OTAN et pour stopper l'escalade militaire. Le but de la France devrait être de contribuer à un processus qui mène au retrait à terme de toutes les forces militaires étrangères aujourd'hui présentes sur le sol ukrainien.

L'Ukraine ne doit pas servir de « zone tampon » ou de « zone militarisée », unique ou coupée en deux, où Américains, Européens et Russes se jaugeraient sur le dos des Ukrainiens.

La France doit aussi avoir pour objectif premier la mise en place d'un véritable processus démocratique en Ukraine permettant au peuple ukrainien de reprendre la pleine maîtrise de sa destinée.

La nouvelle faction oligarchique aujourd'hui aux affaires projette une élection présidentielle le 25 mai dans une situation hautement tendue, où l'extrême droite et les groupes néo-nazis dictent à l'opposition sa ligne politique et font régner la terreur dans le pays.

Ni la France, ni l'UE ne peuvent s'inscrire dans une telle démarche quand il s'agirait au contraire d'aider les forces démocratiques, en butte à la violence de l'extrême droite, à prendre le dessus pour que s'engage un véritable processus de réformes démocratiques, sociales et constitutionnelles. La France devrait appuyer les forces démocratiques et progressistes ukrainiennes qui plaident pour que le peuple ukrainien puisse se prononcer par voie référendaire sur les réformes à engager.

Il faut s'extraire de la logique de guerre et de ce tête-à-tête cynique « Occident » - Russie, et dans l'objectif d'appuyer les efforts de l'ONU et de son secrétaire général qui rencontre aujourd'hui le ministre russe des Affaires étrangères, la France devrait prendre l'initiative d'appeler à la tenue d'une table-ronde sous l'égide des Nations unies et de son conseil de sécurité réunissant autour de l'Ukraine, l'UE, les États-Unis et la Russie devant trouver un accord de sortie politique de crise sur deux points immédiats : l'arrêt de l'escalade militaire et la mise en place du processus démocratique.

La France, enfin, a une responsabilité particulière pour que l'Union européenne revoie de fond en comble ses relations avec la Russie et travaille avec elle à l'élaboration d'une politique de voisinage qui dépasse les tensions et ruptures du passé par la mise en place d'un partenariat de haut niveau fondé sur des échanges économiques, politiques et culturels dans un cadre de sécurité commune qui appelle au retrait des forces armées étrangères de l'Ukraine.

La France doit parler d'une voix qui lui est propre pour la paix et la démocratie.

Solidarité avec les communistes ukrainiens

Le Parti Communiste Français exprime une nouvelle fois sa profonde inquiétude quand à l'évolution de la situation en Ukraine qui a conduit à une escalade de la violence et à une ingérence des puissances étrangères dans les affaires de ce pays.

Le PCF alerte sur l'extrême gravité des agissements des forces organisées de l'extrême droite fasciste qui se sont traduits par des menaces et des tentatives d'interdiction, des intimidations et des agressions physiques contre des membres, des députés, des représentants et dirigeants du Parti Communiste d'Ukraine, et des actes intolérables de vandalisme contre les locaux de ce parti, en particulier à Kiev.

Le PCF réitère sa solidarité active avec les communistes ukrainiens qui mènent une lutte courageuse tout autant contre le régime Ianoukovitch que contre les nationalistes et l'extrême droite ukrainienne, ainsi que sa solidarité avec les forces démocratiques et progressistes ukrainiennes, et avec le peuple ukrainien.

Le PCF demande au gouvernement français de condamner de tels actes totalement contraires aux droits fondamentaux et à la démocratie qu'il prétend défendre en Europe, d'agir auprès des autorités gouvernementales ukrainiennes pour que les auteurs de tels actes soient poursuivis et traduits en justice, de favoriser ainsi le rétablissement d'un processus démocratique permettant au peuple ukrainien de reprendre la main sur son destin.

Le Parti Communiste Français apporte son soutien en ce sens à l'initiative du Parti Communiste d'Ukraine d'un référendum qui puisse permettre aux Ukrainiens de décider souverainement de toutes les questions de politique intérieure et extérieure, et économiques qui engagent l'avenir de leur pays.

Décès d'Yves Moreau : "le PCF perd une figure de résistance et d'humanité" (Pierre Laurent)

C'est avec beaucoup d'émotion que je viens d'apprendre le décès d'Yves Moreau, grand résistant et chef de la rubrique internationale de l'Humanité jusqu'en 1982.

Toute sa vie Yves aura été un combattant. En 1933, il adhère aux Jeunesses communistes. Il a alors seulement 16 ans. Membre de la direction de l'Union des étudiants communistes jusqu'en 1939, il organise dès le début de la guerre la résistance des étudiants de la zone sud avant de se faire arrêter à Lyon en 1941. Il s'évade et entre dans la clandestinité. Il prend alors en charge jusqu'à la Libération le renseignement des mouvements unifiés de la Résistance (MUR) et intègre l'état-major de la zone sud des Francs tireurs partisans.

De ce passé, de ces faits de courage, il ne parlait jamais, à l'image de tous ces résistants pétris d'humilité. Peu après la fin de la guerre, il entre au journal l'Humanité. Il ne le quittera plus. A la suite de Pierre Courtade, il devient chef du service international. De la lutte contre la guerre froide, en passant par l'Afrique du sud, le Chili, et la Grèce, les papiers qu'ils publient font les grandes heures du journal.

Homme de lettres, amoureux de la culture allemande, Yves Moreau était apprécié et reconnu pour sa convivialité, sa discrétion et son sens du travail en équipe. Très attaché au Parti communiste français, il fut toute sa vie un homme d'engagement, de combat et d'idéal.

Le Parti communiste français perd aujourd'hui un homme remarquable, un camarade, une figure de résistance et d'humanité. A sa compagne, Gerda Lorenzi, à toute sa famille, je présente mes plus sincères condoléances.

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF

Pour un véritable droit à l'énergie

Instaurée par la loi n°2013-312 du 15 avril 2013 « transition vers un système énergétique sobre », la trêve hivernale instaure une interdiction des coupures et une interdiction de résiliation des contrats d'approvisionnement en électricité, en gaz et en chaleur et eau pour non paiement pour toutes les familles pendant toute la période du 1er novembre au 15 mars. A cette date, les expulsions locatives et les coupures, résiliations d'énergie vont reprendre. Ce sont des milliers de familles, qui, à nouveau, vont être sous le coup d'une menace de coupures d'un bien de première nécessité. C'est inadmissible !

Les élus parlementaires du groupe CRC, à l'occasion du vote de cette loi, avait déposé plusieurs amendements notamment pour que l'interdiction des coupures ne soit pas limitée à une trêve mais qu'elle le soit tout au long de l'année ou encore pour demander que soit fourni par le Gouvernement au Parlement un rapport sur la création d'un pôle public de l'énergie. Malheureusement sans succès.

Les dépenses incompressibles (loyer, énergie) prennent de plus en plus de place dans le budget du ménage, il est souvent impossible pour un foyer d'assumer cette charge sans obérer la possibilité pour lui, de faire face à d'autres, tout aussi nécessaires.

Il est inacceptable qu'un ménage soit conduit à choisir entre se chauffer au risque d'impayés ou ne plus se chauffer et subir les conséquences du froid sur sa santé, son logement. Il est de la responsabilité des pouvoirs publics de mettre fin à de telles situations et de garantir les conditions d'une vie décente à l'ensemble des individus.

Estimées à 8 millions de personnes, les ménages en précarité sont croissants. C'est-à-dire que leurs dépenses énergétiques sont supérieures à 10 % de leurs revenus. La loi citée précédemment a élargi les bénéficiaires pour l'obtention des tarifs sociaux (Tarif de première nécessité et le Tarif social solidarité). Par contre, elle n'a pas abordée leur financement. Or, les aides octroyées aujourd'hui sont loin de correspondre aux besoins des ménages en précarité (environ 100€/ an). En effet, réduire leur financement à travers la seule Contribution du service public de l'électricité (CSPE) n'est pas satisfaisant. Celle-ci est essentiellement financée par l'ensemble des consommateurs via leur facture, y compris par ceux qui bénéficient des tarifs sociaux, alors que les gros consommateurs professionnels en sont exonérés. Il est nécessaire d'avoir une réflexion plus approfondie sur le financement des mesures sociales et plus largement sur l'ensemble des taxes qui composent les factures. Par exemple, seul 3 % du volume de la CSPE sert au soutien des plus démunis, soit 145 millions d'euros quand 59 % sert au soutien des énergies renouvelables (3 Milliards d'€) ! Quant à la TVA, elle est de 20 % sur un produit de première nécessité comme pour un produit de luxe. Il faut rapidement corriger cette ineptie et décider d'instaurer une TVA à 7 %.

Il faut défendre le principe d'un véritable droit à l'énergie. C'est-à-dire qu'il ne faut pas que ces dépenses dépassent un certain seuil dans le budget de la famille. Pour l'eau, nous l'évaluons d'ores et déjà à 3 %.

Le Parti Communiste rappelle ses propositions.

- Interdiction des coupures pour cause de précarité énergétique tout au long de l'année.

- Répondre par des mesures d'urgence aux familles notamment en milieu rural qui sont chauffées par d'autres énergies que celles de réseau (bois, fioul,...) par un chèque énergie.

- Mise en place d'une commission pluraliste (élus, salariés, usagers, entreprises, organisations syndicales, associations, partis politiques) pour fixer en toute transparence les tarifs du gaz et de l'électricité.

- Garantir un vrai service public de l'énergie avec une égalité de traitement et un accès pour tous à une énergie la moins chère possible sur tout le territoire français.

Parti Communiste Français,

Paris, le 7 mars 2014.

LA CULTURE PAR INTERMITTENCE ?

Encore une fois, la parole est donnée au sacro-saint Medef ! Ce sont maintenant les artistes et les techniciens qui sont visés par sa demande de suppression des annexes 8 et 10 qui régissent leur régime spécial de chômage. Le Medef continue à vouloir imposer sa loi pour piétiner le travail de celles et ceux qui participent à faire vivre l'art et la culture en France. Les intermittents ne décolèrent pas, après une première marche pour la culture, ils étaient mille en Assemblée générale.



« Ne tolérons plus que l'esprit des affaires l'emporte sur les affaires de l'esprit »

Jack Ralite, Catherine Tasca et Dominique Blanc
lettre à la ministre de la culture

La culture... du chiffre !

Management, performance, formatage et rentabilité, voilà à quoi le Medef veut réduire la culture !

On entend souvent que la culture, en temps de crise n'est pas indispensable, l'idée de réduire les budgets, de précariser les artistes et techniciens ne dérange donc pas le patronat. C'est tout le contraire

François Hollande semble (encore) touché par l'amnésie, rappelons-lui ses paroles de campagne : « je réaffirme que la culture doit être une priorité majeure [...] j'affirme que le budget de la culture sera entièrement sanctuarisé durant le prochain quinquennat ». Tout ça pour qu'en 2013 le budget de la culture connaisse une baisse record !

«le renoncement culturel est un symptôme significatif d'une politique qui a renoncé au changement»

Pierre Laurent
secrétaire national du PCF, sénateur

La conséquence de cette politique austéraitaire, de ces restrictions budgétaires se traduisent par des atteintes au droit à la culture comme au Louvre : il redevient payant les premiers dimanche du mois en période estivale. N'ayez crainte, les familles les plus modestes iront admirer les chefs d'œuvres par temps de froid, le soleil paraît être réservé aux touristes !

L'art et la culture au cœur

Pierre Laurent au Sénat a interpellé la ministre de la culture sur cet enjeu : « Alors que les nouvelles négociations entre les partenaires sociaux sur le régime d'indemnisation chômage des intermittents du spectacle des annexes 8 et 10 doivent aboutir le 15 mars prochain, (...) il est nécessaire et possible de faire progresser un régime qui, rappelons le, compense la précarité inhérente à ces métiers qui font vivre festivals, compagnies et société de productions audiovisuelles. » Le Comité de Suivi, réunissant organisations syndicales professionnelles et élus porte des propositions pour un système plus juste, pour un investissement moindre, permettant de consolider les plus précaires.

Il doit être reçu et écouté. Pierre Laurent conclut son intervention ainsi : « Ce sont ces propositions qui doivent dominer le débat et non celles du Medef (...) pour faire vivre la culture et la création ».

Un message qui mériterait d'être entendu, sur la culture comme dans bien d'autres domaines.

Disparition de Martine Durlach : « Nous perdons une amie et une dirigeante de premier plan »

La nouvelle que nous redoutions est tombée : Martine Durlach est décédée.

Cette nouvelle nous bouleverse.

Dirigeante communiste de premier plan de notre parti à Paris comme au plan national, Martine Durlach a imposé ses qualités d'écoute et de rassemblement, sa finesse d'analyse politique, son humour et ses grandes qualités humaines dans toutes les responsabilités qu'elle a exercées : Secrétaire de la Fédération de Paris, membre du Bureau national du PCF, Conseillère de Paris et Présidente de notre groupe à l'Hôtel de ville quand Paris bascule à gauche, élue du 19e arrondissement où elle avait succédé à Paul Laurent dont elle était très proche.

Elle savait faire partager ses valeurs communistes et son amour du Paris populaire.

On ne mesurera jamais assez le rôle qu'elle a joué dans les transformations du Parti Communiste Français.

Elle luttait depuis des années contre une maladie qui l'avait obligée à mettre un terme à ses responsabilités politiques et mandats d'élue. Mais l'acuité de sa réflexion était intacte et chaque discussion avec elle permettait toujours d'y voir plus clair.

Elle nous avait habitués à faire reculer la maladie au delà de toutes les limites médicales ordinaires. Cette fois, c'est la maladie qui a gagné et nous perdons une dirigeante à laquelle nous devons beaucoup, une amie avec laquelle la vie était une joie.

Notre tristesse est grande, très grande. Mes pensées vont à Jean-François, à Gabriel, à Martin, dont nous savons la douleur immense.

En leur adressant toutes mes condoléances, je suis certain d'exprimer la peine de milliers de communistes qui ont côtoyé et aimé Martine.



Lettre de Pierre Laurent aux adhérents du PCF

Paris, le 6 mars 2014

Cher-e- camarade,

Si j'ai décidé de t'écrire aujourd'hui, comme à l'ensemble des adhérent(e)s de notre parti, c'est que nous allons vivre dans les semaines à venir des échéances politiques cruciales. Je suis certain que nous pouvons jouer un rôle essentiel. Si ma lettre est un peu longue, je m'en excuse, c'est que les enjeux de la période sont décisifs. J'espère que tu prendras le temps de la lire attentivement et que tu comprendras le caractère exceptionnel de ma démarche.

Les trois mois qui s'annoncent seront d'une intensité toute particulière. Les élections municipales vont avoir lieu dans deux semaines et les élections européennes dans moins de trois mois. Entre temps, François Hollande envisage de remanier son gouvernement pour accélérer l'adoption du pacte dit de "responsabilité" signé avec le Medef. Alors que le pays s'enfonce dans le chômage et les inégalités, ce serait une nouvelle fuite en avant dans les cadeaux au patronat, la baisse du coût du travail, le recul des services publics et de la protection sociale. C'est aussi une fuite en avant politique du pouvoir socialiste qui tourne le dos aux attentes populaires et aux espoirs du peuple de gauche. La droite et l'extrême droite comptent bien exploiter cette situation.

Pour nous, il n'est pas question de laisser faire, surtout que la grande majorité de ceux qui ont voulu le changement en 2012 ne se reconnaissent pas dans cette politique. Le temps est venu d'un sursaut populaire de grande ampleur.

Cela appelle de notre part la plus grande mobilisation, mais je crois que nous sommes capables d'ouvrir une nouvelle séquence qui peut aboutir à la structuration d'un large champ de résistance aux politiques d'austérité et à la relance d'une construction politique alternative à gauche.

Dans cette perspective, les élections municipales vont constituer une première étape fondamentale. Depuis le premier jour, les deux objectifs du Parti Communiste Français ont été clairs : empêcher la droite et l'extrême droite de réaliser leurs rêves de vague bleue ou bleue marine et doter les communes et les majorités municipales de gauche du maximum d'élus communistes et du Front de gauche pour être utiles à combattre l'austérité, à promouvoir des politiques publiques locales d'égalité et de justice. Face à une droite revancharde, à une extrême droite aux aguets, et un gouvernement empêtré dans ses revirements et ses renoncements, il fallait donner des repères à gauche, défendre la nécessité d'engagements clairs pour la commune, les services publics et la démocratie locale. Nous avons fait ce travail commune par commune en construisant des rassemblements divers au premier tour à partir du bilan de l'action municipale et des rapports de force locaux avec comme perspective commune le rassemblement de toutes les forces de gauche au second tour.

Aujourd'hui, le travail accompli est remarquable, l'écho de nos efforts de rassemblement réel et nous pouvons nourrir de sérieux espoirs. Nous présentons des candidats communistes et du Front de gauche dans plus de 7500 communes de plus de 1000 habitants, sans compter les nombreux candidats dans les communes plus petites. Nous pouvons réélire les mairies que nous dirigeons, reconquérir des grandes villes comme Aubervilliers et Montreuil, maintenir et faire progresser le nombre de nos élus sur tout le territoire.

Dans plus de 30 communes de plus de 3500 habitants, les communistes aux côtés des citoyens et des autres forces de gauche sont engagés dans une campagne qui peut être victorieuse face à la droite. C'est vrai notamment au Havre, à Calais, à Corbeille Essonne, à Sète, à Alès, à Bolbec, à La Ciotat, à Romilly-sur-Seine, à Thiers, à Sartène...

Tout ce travail, même quand il a provoqué des débats et des accrochages au sein du Front de gauche, sera in fine profitable à tout le Front de gauche, qui verra ses bases et son enracinement progresser.

Notre pays, la gauche, le monde du travail, tous ces citoyens qui se sentent aujourd'hui perdus et abandonnés ont besoin d'une force proche d'eux, ancrée dans leur quotidien et dans leurs territoires. Ces dernières jours de campagne s'annoncent donc stratégiques pour le combat politique que nous menons. Nous devons jeter toutes nos forces dans la bataille. Je sais les communistes déjà très largement mobilisés. A toi comme à tous, je demande d'approfondir nos efforts jusqu'au dernier jour.

Je veux maintenant te parler de la bataille que nous devons déployer pour mettre en échec le pacte de responsabilité, expression des politiques d'austérité qui plombent la France et l'Europe. La bataille qui s'ouvre devant nous est loin d'être jouée. Bien au contraire. Le Président de la République ne bénéficie pas d'une majorité populaire dans le pays pour soutenir ce « pacte de dupes » signé avec le Medef au seul profit des actionnaires et cherche à l'imposer à marche forcée, y compris contre une partie des siens. D'ores et déjà les résistances se multiplient, sur tous les bancs de la gauche. Au Front de gauche, bien sûr, mais aussi chez Europe écologie-les Verts et au Parti socialiste. Un quart de la direction du PS a en effet signé une tribune publique dénonçant les fondements de ce pacte. Les courants de gauche du PS "Un monde d'avance" et "Maintenant la gauche" ont voté contre le texte de la direction du PS intitulé « réussir le pacte de responsabilité » pointant leurs désaccords et dénonçant « le caractère néfaste des politiques d'austérité ». Dans le monde syndical, la CGT, FO, la FSU, et Solidaires refusent ce pacte, et des nombreux syndicalistes d'autres confédérations doutent sur le terrain.

L'espace du rassemblement contre ce pacte de responsabilité existe. A nous de nous en emparer et de l'élargir au maximum de forces possibles. Si nous y parvenons ce « pacte d'irresponsabilité » pourra être mis en échec.

Cette campagne connaîtra déjà deux temps forts. Le premier aura lieu le 18 mars prochain à l'appel de la CGT, de FO, de la FSU et de Solidaires. Après plusieurs journées d'action isolées, la majorité des syndicats a décidé d'une action commune. Il nous faut œuvrer, à notre échelle et dans nos fonctions respectives au succès de cette journée de mobilisation intersyndicale. Elle marquera une étape importante dans la levée des contestations et dans la construction d'un mouvement social indispensable.

De notre côté, avec le Front de gauche, nous avons lancé la préparation d'une grande marche contre l'austérité le 12 avril prochain à Paris, autour de cette idée "trop c'est trop, marchons contre l'austérité".

Un appel unitaire très large de responsables politiques, syndicaux et associatifs sera publié la semaine prochaine. De nombreuses organisations envisagent de s'y associer. Le bureau confédéral de la CGT, tout en se consacrant au terrain syndical, a salué l'intérêt de cette initiative, de cette mobilisation à gauche. Partout dans le pays, nous devons nous engager dans la préparation de cette marche qui peut sonner le réveil de la gauche face à l'enfermement de François Hollande dans les choix d'austérité.

Enfin, il nous faudra aussi mener de front, au cours de cette même période, la campagne des élections européennes. Lancée par la grande marche contre l'austérité du 12 avril, notre campagne sera en cohérence avec le combat contre le pacte de responsabilité. Nous entendons porter un triple message : non à l'austérité et au dumping social en France et en Europe, non au grand marché transatlantique (GMT), oui à une Europe démocratique de la solidarité. Contre la tentation du repli et de la xénophobie nourris par le Front national, nous porterons la volonté d'une France active et de fronts européens de solidarité capables de refonder une Europe solidaire. Nous voulons des listes du Front de gauche capables de placer les listes anti-austérité à la tête de la gauche dans plusieurs circonscriptions. Portés par la candidature à la commission européenne de notre camarade grec, leader de Syriza, Alexis Tsipras, nous pouvons avec ces élections européennes, frapper un grand coup sur l'échiquier politique national et européen, et renforcer le groupe de la GUE-NGL au Parlement européen, en gagnant en France plusieurs députés européens en plus des cinq sortants que nous voulons réélire.

Après plusieurs semaines de discussion avec nos partenaires du Front de gauche, nous sommes maintenant engagés dans des discussions concrètes sur notre feuille de route ainsi que sur la constitution des listes. Comme tu le sais, nos camarades du Parti de gauche posaient des conditions à l'ouverture de ces négociations. Le geste des camarades parisiens sur le logo a apaisé le climat national et permis la reprise des discussions. Par ailleurs, le Parti de gauche nous interrogeait sur notre stratégie pour les échéances électorales de 2015. Comme nous l'avions déjà exprimé lors de la rencontre bilatérale PC-PG du 17 janvier dernier, dans ces deux types d'élections, la présentation de candidatures est déjà la règle dans notre parti. Nous présentons depuis longtemps des candidats communistes dans la quasi totalité des cantons. Nous avons construit des listes du Front de gauche en 2010 dans la grande majorité des régions. Les enjeux dans les collectivités départementales et régionales conduiront probablement à approfondir les choix dans cette direction, même si, en tout état de cause, ces décisions devront intervenir après les échéances électorales du premier semestre 2014 en tenant compte du résultat de ces élections et du nouveau paysage politique ainsi que d'une appréciation fine des conséquences de la modification du scrutin cantonal et du découpage autoritaire des nouveaux cantons. En tout état de cause, ces choix devront être débattus et tranchés par les communistes en discutant avec toutes les forces du Front de gauche.

Ces points maintenant éclaircis, les discussions que nous menons avec nos partenaires doivent pouvoir aboutir à une entrée en campagne rapide et efficace au sortir des municipales. Les perspectives qui s'offrent à nous sont encourageantes.

Voilà, cher(e) camarade, ce qui nous attend. Comme tu le vois, notre feuille de route est simple : conforter en toutes circonstances les résistances à l'austérité et unir pour des alternatives de gauche à cette politique. Notre responsabilité est grande dans l'émergence de cette alternative. C'est pourquoi je voulais t'apporter ces quelques éléments d'analyse. Je sais pouvoir compter sur ta mobilisation et sur ton engagement pour relever l'ensemble des défis qui s'offrent à nous.

Reçois, cher(e) camarade, mes fraternelles salutations

Pierre Laurent

Comment Marine Le Pen manipule les chiffres : cessons d'alimenter les peurs

Communiqué de presse de Marie-Christine Vergiat -
Notre députée européenne Front de Gauche - 7/3/2014

Marine Le Pen a affirmé sur une grande radio française que l'agence européenne Frontex a révélé une augmentation de "48% de l'immigration clandestine". Remettons ce chiffre dans son contexte, car s'il est exact, il ne représente pas, comme Madame Le Pen l'affirme « l'immigration clandestine » qui, par définition ne peut pas se comptabiliser, ou sinon avec d'importantes marges d'erreur. Madame Le Pen ne précise pas qu'il s'agit de l'immigration aux frontières extérieures de l'UE et que ces chiffres représentent l'augmentation du nombre de migrants détectés en train de tenter de franchir les frontières de l'Union. Ainsi que le précise FRONTEX, cette augmentation est due principalement à l'augmentation des identifications aux frontières maritimes italiennes suite au drame de Lampedusa où 360 migrants sont morts à 600m des côtes italiennes, mais aussi à la situation humanitaire dramatique en Syrie.

L'Agence reconnaît que les chiffres de 2012 ont été bas. En 2011, quelques 140.000 migrants ont tenté de rejoindre l'UE en raison du printemps arabe. Ceci montre qu'une hausse de migrants et de demandeurs d'asile dans l'UE est liée à des conflits ou tensions dans un pays ou une région tiers.

Ces migrants sont en effet surtout des réfugiés syriens et érythréens, donc des personnes fuyant des zones de conflit ou de tension, pour trouver asile. Non, l'immigration clandestine n'a pas augmenté de 48%. Oui, des milliers de réfugiés tentent de faire valoir leur droit à une protection au sein de l'Union Européenne. Seulement 80.000 demandeurs d'asile syriens ont introduit une demande auprès des pays de l'UE qui traînent des pieds à quelques exceptions près pour leur accorder l'asile alors que le HCR a enregistré 2,4 millions de réfugiés syriens les pays voisins de la Syrie en accueillant plus de 2,2 millions, et la Turquie 500.000.

En 2011, Nicolas Sarkozy avait déjà tenté de nous faire croire que l'Union européenne allait être envahie par quelques 23 000 Tunisiens alors qu'à la même époque la Tunisie accueillait plus de 650 000 réfugié(e)s fuyant la guerre de Libye. C'est la même manipulation des chiffres que tente aujourd'hui Marine Le Pen.

Ce que ces chiffres révèlent en réalité, ce sont l'édification par des États membres avec le soutien de l'UE aux quatre coins de l'Union européenne (Grèce, Espagne, Bulgarie, etc.) de barrières physiques et administratives pour empêcher ces personnes à la recherche d'une protection de parvenir sur le territoire européen. Ils n'hésitent pas à les refouler violemment, causant y compris la mort de certains d'entre eux, comme on l'a vu récemment en mer Égée et à Ceuta et Melilla, en violation flagrante de leurs obligations internationales. 25.000 migrants et demandeurs d'asile ayant tenté de rejoindre l'UE pour y trouver une vie meilleure sont morts en Méditerranée ces 20 dernières années selon les chiffres de l'OIM.

La manipulation des chiffres par Mme Le Pen n'est pas nouvelle. Elle ne fait qu'attiser des peurs et alimenter le repli sur soi. Elle oublie ou fait semblant d'oublier que les États membres gardent largement le contrôle de leurs frontières et de l'accueil des immigré(e)s mais qu'ils ont aussi des obligations internationales notamment en termes de droit d'asile qu'ils doivent respecter.

Il est temps de dire la vérité aux Européens et de permettre aux immigrés (et à leurs descendants qui ont le plus souvent acquis la nationalité des pays dans lesquels ils vivent) qui ne représentent que 4 % de la population vivant sur le sol de l'Union européenne de vivre dignement dans nos pays.

APRÈS L'HUMAIN D'ABORD !



A lire

L'Humanifeste du PCF "Il est grand temps de rallumer les étoiles"

Économie & Politique
Dossier coût du capital



1000 MILLIARDS DE DOLLARS DE DIVIDENDES LE CASSE DE L'ANNÉE

C'est le journal économique Les Échos qui le révèle cette semaine. Les dividendes versés aux actionnaires dans le monde, ont dépassé, en 2013, 1000 milliards de dollars. De 2009 à 2013, ils ont progressé de 43 %. **Quel salaire peut en dire autant ?** La France, avec 50 milliards en 2013, est le troisième pays le plus « généreux » dans le monde. **Qui avait dit « Mon ennemi, la finance » ?** Dans le même temps, les politiques d'austérité continuent de saigner les Français et les Françaises comme les autres peuples d'Europe et du monde.

Casino

Les niveaux de rétribution du capital retrouvent gaiement leur niveau d'avant la crise. La croissance n'étant pas au rendez-vous, d'où peut venir l'argent versé aux actionnaires ? Il est pris dans nos poches : plus de cinq millions de nos concitoyen-nes sont au chômage, la précarité explose et les salaires stagnent quand les patrons n'imposent pas des baisses. Et les niveaux d'investissement dans les entreprises sont toujours très faibles. La preuve est là pour qui veut la voir : **le travail crée la richesse, le capital crée les riches.**

Danse avec les loups

Alors qu'il faudrait changer de logique, **François Hollande et son gouvernement poursuivent dans la même voie.** Leur pacte de responsabilité, c'est, encore, des cadeaux au patronat : 30 milliards de cotisations familiales en moins, d'un côté, 20 milliards de crédit d'impôts de l'autre. Et sans contreparties, à la bonne franquette, réclame le patron du Medef. Qui peut espérer au vu des chiffres cités plus haut que cet argent ira à l'emploi, aux salaires, à la formation ou aux investissements ?

Autant en emporte le vent ?

Vous connaissez l'histoire de l'homme qui tombe du gratte-ciel et qui se dit à chaque étage : « jusqu'ici tout va bien ». Après la crise des subprimes, tous les chefs d'État avaient juré plus jamais ça. Le système bancaire avait été renfloué avec l'argent public, certes, mais « les grandes réformes pour encadrer la finance » étaient prises – disaient-ils. Pourtant, ça recommence ! **La richesse produite, au lieu de servir les salariés ou l'investissement dans l'entreprise, est de nouveau hyper ponctionnée.** On va droit dans le mur et les États ayant creusé leurs dettes en payant la crise, n'auront pas les moyens de recommencer.



Un argumentaire
à consulter

<http://www.pcf.fr/45917>



La finance a un coût économique, environnemental et social. Il est urgent de changer de logique, de remettre l'humain au cœur de l'économie. C'est tout le sens des propositions du Parti communiste et du Front de gauche.

AUX ACTES CITOYENS!

JE REJOINS LE PCF

Nom :

Prénom :

Adresse :

E-mail :

Tél :

De la sueur pour les jeunes, des larmes de joie pour les actionnaires !

Deux sociologues ont travaillé sur le questionnaire construit par France Télévisions autour des attentes des jeunes. Intitulée « Génération quoi ? », cette enquête a permis de recueillir 210 000 réponses. Le constat est accablant : seuls 25% que leur vie sera meilleure que celle de leurs parents, 70% pensent que la société ne leur permet pas de montrer ce dont ils sont capables quand 61% critiquent le système éducatif qui ne donne pas sa chance à tout le monde. Il y a un sentiment de mépris, de relégation qui ressort de ces chiffres qui révèlent la violence de la crise, de la précarité que nous vivons au quotidien.

Hasard du calendrier, les chiffres des dividendes versées aux actionnaires des entreprises cotées en bourse viennent de tomber : plus de 1000 milliards (une première dans l'histoire) dont 36,8 milliards pour la France qui se retrouve en troisième position du classement mondial !

Ce contraste est saisissant et révèle la fumisterie généralisée dans laquelle on veut nous plonger. Les richesses produites n'ont jamais été aussi grandes alors que la précarité et le chômage continuent d'exploser. Quand les jeunes expriment un mal-être, le sentiment de ne pas pouvoir construire son avenir, les actionnaires continuent de se gaver et couler des jours heureux. Les responsables de la crise que nous vivons sont dans l'impunité et la tranquillité la plus totale...

Plutôt que de sacrifier nos droits pour « attirer » les investisseurs, le président de la République devrait enfin mettre la priorité sur les jeunes

En début de semaine dernière, le président François Hollande recevait 34 dirigeants de grandes entreprises mondiales pour leur faire de nouveaux cadeaux fiscaux sur notre dos.

Il ferait mieux de regarder les préoccupations des salariés et des jeunes de ce pays.

L'enquête « Génération quoi ? » montre qu'il y a des potentiels de changement forts et que les jeunes veulent en être acteurs.

S'ils sont près la moitié à ne plus faire confiance dans la politique, cela exprime une véritable colère pour des jeunes qui ont aspiré au changement par l'alternance en 2012, vite déçue par les différents renoncements gouvernementaux.

Les jeunes veulent construire la société de demain dans laquelle ils vivront : ils veulent s'épanouir dans leur travail (81%), réclament plus d'État pour assurer leur condition de formation et sont prêts à se mobiliser pour conquérir ces droits et cette dignité (plus de 60%).

Quand on sait que 90% pointe la finance comme responsables de leurs maux, il existe des potentiels pour se réapproprier l'intervention politique massive pour reprendre en main notre avenir !

Le gouvernement doit entendre ce message parmi tant d'autres qui s'exprime dans la jeunesse à l'occasion du prochain comité interministériel dédié à la jeunesse.

Les jeunes communistes seront des relais modestes de ces attentes pour conquérir nos droits et en finir avec les responsables de la crise !

Le changement ne s'attend pas, il se construit dans les luttes !

Voir plus de résultats sur le site <http://generation-quoi.france2.fr>

« Ceux qui meurent pour la vie, ceux-là ne peuvent être considérés comme morts »

Ce titre d'une chanson d'Ali Primera, chanteur communiste vénézuélien, rappelle notre tristesse aujourd'hui. Ce mercredi 5 mars 2014, nous commémorons la mort du leader historique de la révolution bolivarienne au Venezuela Hugo Chavez. Élu président en 1998, par un mouvement populaire qui a voulu rompre avec les politiques néolibérales et autoritaires sous les ordres des États-Unis, l'ancien lieutenant-colonel Chavez avait engagé son pays dans des changements profonds. Démocratie participative, nationalisation de secteurs-clés de l'économie (pétrole), développement de services publics dans l'éducation, la recherche et la santé, développement de médias communautaires face aux médias de la classe dominante, reconnaissance des différents peuples de la nation vénézuélienne : voilà autant de chantiers qui sont encore en construction et où le peuple vénézuélien est l'acteur central de ce processus d'émancipation de la domination étasunienne dans la région latino-américaine.

Un processus régional a d'ailleurs été enclenché avec une dynamique populaire qui continue de s'étendre sous l'impulsion des luttes populaires dont la jeunesse est le fer de lance : luttes pour une éducation publique et gratuite, réappropriation des outils économiques au services des besoins sociaux (création d'une Banque du Sud avec des objectifs sociaux et solidaires).

Le bénéfice de ce processus révolutionnaire pour le peuple est indéniable. Il ne s'agit pas d'une interprétation mais bien d'une observation. La pauvreté a été réduite de 70,8% en 1996 à 26,8% en 2010 d'après l'ONU. Le soutien du peuple vénézuélien à la révolution bolivarienne s'est vérifié dans les urnes : les coalitions du commandant Chavez ont remporté quinze scrutins libres sur seize depuis 1998.

Les tentatives de déstabilisation violentes comme en 2002 (coup d'État organisé par le patronat local avec le soutien étasunien) n'y ont rien changé. A ce jour, un mouvement d'opposition de droite reste structuré face au président Nicolas Maduro. Nous dénonçons la désinformation flagrante des médias occidentaux au sujet de ce mouvement et de la situation du pays. Il est évident que la bourgeoisie ne trouve pas son compte dans l'orientation politique du Venezuela. Mais il est grave de nous faire croire que ce mouvement est majoritaire alors qu'il ne concerne qu'une minorité de la société. Comme en 2002, les médias et les pouvoirs économiques privés tentent de déstabiliser la révolution bolivarienne. Nous appelons donc à la plus grande vigilance face aux informations qui nous sont données et saluons les efforts du gouvernement actuel qui travaille au dialogue et à une issue pacifique de la contestation qui ne vise qu'à déstabiliser les institutions démocratiques du pays.

Les Jeunes Communistes de France souhaitent rendre hommage à ce grand dirigeant que fut Hugo Chavez et réaffirmer leur soutien au peuple et à la jeunesse du Venezuela. C'est un espoir pour le monde entier qui a été soulevé par ce processus à travers la figure de ce dirigeant. Il a su incarner un espoir dans une période où toute idée d'alternative était étouffée.

Nous apportons également notre soutien au président Nicolas Maduro, qui a succédé à Hugo Chavez et a su fédérer autour de lui afin de continuer les avancées sociales et démocratiques au Venezuela. Il reste tant à faire pour poursuivre le chemin vers « le socialisme du XXIe siècle ».

L'idéal qu'a porté le leader de la révolution bolivarienne reste intact et trouvera le soutien et la force de tous les progressistes du monde.

Déclaration de la FMJD sur les événements en Ukraine

Ces derniers mois, le mouvement anti-impérialiste international a regardé de près le déroulement de l'actualité en Ukraine et la lutte de pouvoir entre les impérialismes qui place le peuple ukrainien dans une situation compliquée, voir dangereuse. Ces derniers jours, la situation s'est détériorée, entraînant une crise internationale.

Ces événements qui ont débuté par les manifestations dites « de Maïdan » contre le gouvernement Ianoukovitch ont également mis à jour les volontés d'interventions internationales pour le contrôle du pays. L'Union européenne, l'OTAN et les États-Unis ont soutenu ouvertement les manifestations contre le gouvernement pro-russe de l'Ukraine afin d'essayer de contrôler l'évolution d'un pays qui a un grand intérêt géopolitique. Les gazoducs reliant la Russie à l'Europe et les efforts pour renforcer la présence de l'OTAN autour de la Russie sont directement liés à la situation actuelle.

Dans sa volonté de promouvoir ses intérêts politiques, militaires et financiers, l'Union européenne a ouvertement soutenu les groupes paramilitaires néo-nazis et d'extrême droite qui ont commis des violences lors des manifestations. En dépit de leurs efforts pour présenter les manifestations ukrainiennes comme une révolution au nom de la liberté et de la démocratie, l'Union européenne a révélé une fois de plus que l'impérialisme, les monopoles et le fascisme sont liés de manière systématique. Les nouvelles lois du gouvernement soi-disant révolutionnaire qui soutiennent la discrimination de la minorité russo-phonie et l'interdiction du Parti Communiste en Ukraine sont applaudies par l'UE.

Dans le même temps, le gouvernement Ianoukovitch ne peut pas revendiquer son innocence dans les racines de ces événements comme en témoignent la corruption endémique et les politiques impopulaires mises en place par une partie de la bourgeoisie ukrainienne et la frustration populaire que cela a généré.

Ce sont les résultats de la reconstruction capitaliste qui a commencé dans les années 1990. Les promesses d'un avenir prospère ont conduit peu à peu à la faim, au chômage, et les crises économiques continues ont créé le chaos.

Dans cette escalade de la confrontation entre les deux camps, le peuple d'Ukraine n'a aucun bénéfice à tirer de la mise sous protectorat de quelque pouvoir que ce soit. Les volontés d'interventions, en particulier de l'UE et de l'OTAN, mais aussi de la Russie, sont ridiculement hypocrites. La souveraineté et la dignité du peuple d'Ukraine ne peuvent être atteintes que dans la lutte des intérêts de la classe ouvrière et des masses populaires et non par leur classe dominante qui les enferme dans des aventures qui ne peuvent apporter que la guerre et la misère.

Au vu de la situation, la Fédération Mondiale de la Jeunesse Démocratique est solidaire du peuple d'Ukraine et de sa lutte pour arrêter la progression du fascisme soutenu par l'UE et l'OTAN dans le pays. Dans le même temps, nous soulignons que les intérêts populaires ne peuvent pas être alignés avec les intérêts de quelque impérialisme que ce soit car ceux-ci ne servent que leurs monopoles. Dans l'attente de toute évolution, la FMJD indique clairement que le seul allié de la jeunesse est la lutte des masses populaires et le mouvement anti-impérialiste

Comité interministériel de la jeunesse : le droit commun ne doit pas attendre !

Le gouvernement, réuni en comité interministériel de la jeunesse, a présenté ce mardi 4 mars un bilan des différentes mesures établies à destination des jeunes nommé Priorité jeunesse. Ce rendez-vous faisait suite à la rencontre du premier ministre avec les organisations de jeunesse (dont le MJCF) du Forum français de la jeunesse. Moment au cours duquel nous avons exprimé nos attentes et préoccupations concernant l'emploi, la participation ou l'accès aux droits pour les jeunes.

Une semaine après, le résultat reste mitigé. Le premier ministre se targue de premiers résultats favorables dans l'emploi des jeunes puisque l'INSEE annonce une baisse du chômage des jeunes. Statistiques très contestables car les nombreux dispositifs d'emplois aidés ont favorisé ce chiffre tout comme l'abandon par de nombreux jeunes de toute recherche d'emploi, ce que les économistes appellent la baisse du taux d'activité.

Le bilan d'un an de priorité jeunesse ne peut faire l'objet de satisfaction car il reste tant à faire. Nous n'oublions pas que 80% des emplois d'avenir sont des emplois en CDD sans garantie d'embauche ni de qualification. Les mesures d'expérimentation comme le service public de l'orientation ou l'augmentation des bourses doivent être renforcés et mis en cohérence.

Les mesures comme la clause d'impact jeunesse (pour mesurer les conséquences de chaque loi sur les jeunes) ou celles favorisant l'engagement des mineurs ne saurait masquer les difficultés majeures des jeunes qui appellent à une refonte des politiques de jeunesse.

Un droit commun ambitieux doit être au cœur d'une politique de jeunesse

En finir avec des politiques d'exception est la seule orientation possible. Les différentes annonces du gouvernement ne vont pas dans ce sens.

Comment en effet prétendre développer l'apprentissage quand on donne les clés aux grandes entreprises qui vont fragiliser encore plus les contenus d'apprentissage ?

Le patronat voit en effet son influence élargie sur les contenus de formation pour tous les cursus de formation et notamment ceux des apprentis qui concernent de nombreux jeunes. De plus, comme c'est le cas à l'université, le cadrage national des formations est cassé au profit d'une structuration des contenus de formation en lien avec les régions uniquement.

Pour ce qui est du financement de la formation professionnelle, la taxe sur les entreprises est refondue et réduite, passant de 1.6 à 1% de la masse professionnelle. Cela va favoriser les plus grandes entreprises tout comme la possibilité de ne plus mutualiser les ressources pour les entreprises de plus de 50 salariés. Dans la droite lignée des annonces récentes de François Hollande, ce sont encore des cadeaux faits au patronat.

Quelle ambition peut-il avoir pour l'apprentissage quand l'insertion professionnelle des apprentis est en baisse de 5% en 2013 et qu'un tiers finissent sans emploi ? La saignée de l'emploi industriel détruit également ces filières d'apprentissage et met à mal les projets de massification de l'apprentissage.

Enfin, l'ambition de droit commun ne doit pas masquer les atteintes aux droits fondamentaux. Les mesures d'austérité successives et d'affaiblissement du droit du travail (ANI, Pacte de responsabilité) portent atteinte à toute ambition de remettre les jeunes dans le droit commun.

Nous affirmons qu'il faut s'affranchir de politiques d'aides au capital qui ont prouvé leur inefficacité depuis trente ans et aggravé la courbe du chômage.

Derrière les mots, il faut poser des contenus ambitieux portés par toutes les forces qui ont acté le changement dans les urnes en 2012. Pour nous, la formation professionnelle est importante et elle recouvre des propositions qui prennent le contre-pied de ce qui nous est proposé : l'intérêt des jeunes et des travailleurs. Il faut mettre en place une sécurisation des parcours de formation, il est nécessaire de valoriser les savoirs et les compétences des apprentis, renforcer les droits sociaux et notamment augmenter les salaires des apprentis et de tous les jeunes en formation professionnelle. Tout cela est urgent, tout cela est possible.

Nous appelons à la mobilisation intersyndicale du 18 mars prochain pour faire entendre les perspectives d'emplois, de protection sociale et d'efficacité économique.

Reprenons notre avenir en main, reprenons notre formation en main. Sans nous rien ne tourne, pas une usine, pas un lycée, pas une université, pas une entreprise !

Droit des femmes bafoué en Europe : solidarité !

Déclaration commune signée à Madrid lors de la Xème rencontre européenne des organisations de jeunes communistes:

Notre liberté à disposer de notre corps ne peut pas être remise en cause !

L'annonce du gouvernement espagnol de revenir sur la loi autorisant l'avortement est extrêmement choquante! C'est un recul sur les conquêtes sociales et sur les libertés des jeunes femmes ou des couples à disposer de leur corps que l'on ne peut accepter.

1. Nous sommes aux côtés de tous les espagnols qui manifestent contre cette décision des plus réactionnaires. Nous sommes aux côtés de tous les jeunes qui luttent pour étendre le droit des femmes en Europe et dans le monde.
2. Nous ne pouvons tolérer qu'au XXIème siècle, nous soyons obligés de nous battre pour des droits acquis durement au XXème siècle, c'est le monde à l'envers ! La réaction bourgeoise nous prépare un avenir obscurantiste. L'influence du patriarcat, de l'Église conduit les femmes à revivre dans un autre temps révolu.
3. Le droit à disposer de son corps qui permet d'avoir le choix de fonder une famille au moment où on le décide est significatif de luttes féministes sans merci au dernier siècle et les jeunes communistes continueront de porter cet héritage. S'il nous faut rebattre le pavé jusqu'à obtention de nos droits comme nos parents l'avaient fait, nous le ferons sans hésitation !
4. Le droit à l'avortement est un droit constitutif d'une lutte plus globale pour garantir les droits et les libertés des femmes. Quel droit sera bafoué demain? La réaction est en marche, nous devons l'arrêter. Les jeunes communistes se battent depuis toujours pour le droit des femmes et cette lutte passe aussi par l'égalité salariale, le droit des jeunes à disposer de leur corps, la santé publique, contre les violences faites aux femmes. Dans le monde, la violence domestique est la première cause de mortalité chez les femmes âgées de 19 à 44 ans.
5. La classe capitaliste s'efforcera toujours d'accroître ses profits en abaissant notre niveau de vie, en négligeant nos droits sociaux et démocratiques. Nous savons qu'ils ne dirigeront qu'aussi longtemps qu'ils seront en mesure de diviser la classe ouvrière entre les différentes races, les sexes ou les classes salariales. Nous n'attendons aucune aide de la classe dirigeante. Au lieu de cela, nous appelons à la population de l'Espagne à défendre leurs droits humains fondamentaux et la liberté de choisir d'avorter. Nous demandons donc à nos parents de rappeler que leurs luttes n'avaient pas pour destin d'être vaines et qu'il s'agit de protéger ce qui a été acquis comme droit fondamental.

Nous exigeons enfin la légalisation de l'avortement dans tous les pays d'Europe !

SDAJ-Allemagne
KJO-Autriche
COMAC-Belgique
EDON-Chypre
MJCF-France
Front de Gauche, Baloldali- Hongrie
FGCI-Italie
CJC catalogue
UJCE Espagne
SKOJ Serbie
YTKP- Turquie
SKU suède
KU- Norvège
KSM république tchèque

Inquiétudes sur le projet du Grand Marché Transatlantique. Patrick Le Hyaric interroge la Commission européenne

Le Grand Marché Transatlantique en cours de négociation est un projet de libre-échange entre l'Union européenne et les États-Unis.

Ce projet de traité pose des problèmes et des inquiétudes car il vise non seulement à abaisser les barrières douanières entre l'Europe et les États-Unis mais aussi à harmoniser les normes en matière sociale, technique, alimentaire, environnementale et à appliquer les principes édictés par l'Organisation Mondiale du Commerce. Or les États-Unis sont nettement moins-disant sur ces normes.

En matière alimentaire, les normes concernant les OGM, hormones, additifs toxiques, pesticides, etc., sont nettement différentes et moins protectrices de nos santés aux États-Unis.

Nos normes deviendraient des « barrières commerciales illégales ».

Par ailleurs, il peut y avoir un risque que les nations interdisant l'exploitation du gaz de schiste soient poursuivies par des sociétés privées réclamant des dommages et intérêts. Sachant que dans ces accords de libre-échange il y a ce qu'on appelle des « arbitrages » dont les États-Unis, et leurs firmes, sortent toujours vainqueurs.

Questions à la Commission européenne:

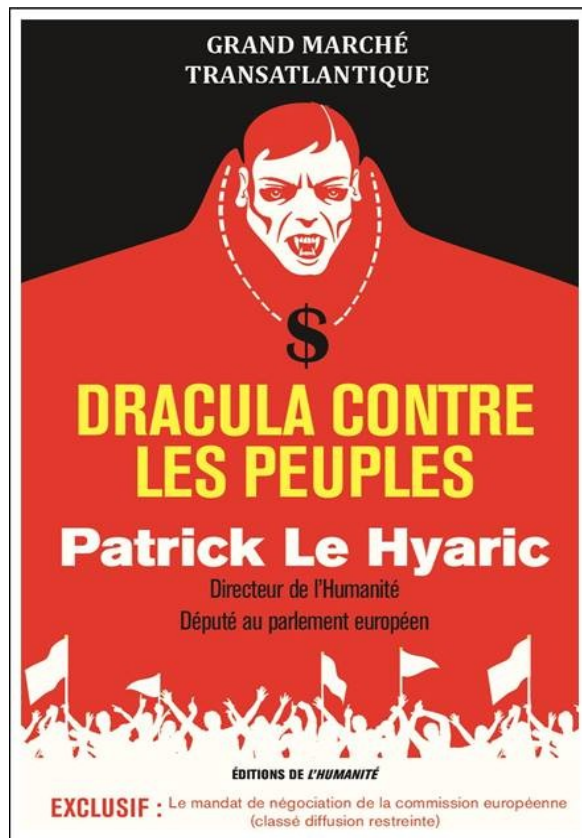
1. Quelles procédures ou mécanismes prévoit la Commission afin de maintenir les normes en matière de protection sociale, technique, environnementale et alimentaire de l'Union européenne face aux États-Unis ?

2. Sachant que les USA n'ont signé presque aucune des conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT) , comment se régleront les aspects sociaux et le respect des conventions de l'OIT d'un tel accord?

3. Sachant que les USA n'ont pas signé le protocole de Kyoto, comment la Commission compte-t-elle maintenir ses standards en matière environnementale face un tel accord?

A lire

Le livre de Patrick Le Hyaric «Grand marché transatlantique : Dracula contre les peuples » aux éditions de l'Humanité. Pour le commander vous pouvez téléphoner au 01.49.22.72.18



Déclaration commune sur l'intervention de l'UE en République centrafricaine

Résolution adoptée lors de la Xème réunion internationale des organisations de jeunes communistes d'Europe.

Les organisations de Jeunes communistes signataires de la déclaration suivante condamnent fermement l'intervention militaire de l'UE qui a commencé avec le déploiement des troupes françaises en République centrafricaine et est maintenant à un stade supérieur après l'approbation du Conseil des ministres de l'UE de Affaires étrangères de celle-ci et de la l'utilisation de bases militaires de l'UE et notamment d'une située en Grèce.

La nouvelle intervention marque la poursuite de l'implication de l'UE dans les opérations militaires, comme au Mali, comme la menace impérialiste continue contre le peuple syrien, ainsi que comme les nouveaux plans impérialistes en discussion menaçant encore la Libye.

Cette intervention démontre l'intensification du caractère agressif de l'UE, dans la droite ligne du récent renouvellement de la politique de défense et de sécurité commune, qui devient un outil encore plus puissant dans les mains des monopoles européens dans le cadre de leurs antagonismes vis à vis d'autres centres impérialistes pour le contrôle et l'exploitation des ressources naturelles, de l'énergie et des dépôts de minerais, et de l'augmentation de l'exploitation des peuples d'Afrique .

C'est cela l'Union européenne de la soi-disant «paix» et de la «démocratie». La participation de l'UE et de l'OTAN à ces opérations, ainsi que dans d'autres organisations impérialistes, non seulement ne garantissent pas la paix pour les peuples mais au contraire enfoncent les peuples plus profondément dans des antagonismes capitalistes, elle est une source permanente de dangers.

Nous appelons les jeunes d'Europe à s'opposer fermement à la nouvelle intervention impérialiste de l'UE ; à condamner la participation de leurs pays dans les opérations militaires, et à exiger que leur pays ne soit pas engagé dans cette intervention militaire en de quelque façon que ce soit.

Nous exprimons notre solidarité à l'endroit des jeunes servant dans les forces armées des pays qui participent aux opérations militaires et qui s'opposent à l'implication de leur pays dans ces plans impérialistes.

Nous appelons la jeunesse de l'Europe à lutter pour le désengagement de ces alliances barbares engageant l'UE et l'OTAN.

SDAJ-Allemagne
KJO-Autriche
COMAC-Belgique
EDON-Chypre
MJCF-France
Front de Gauche, Baloldali- Hongrie
FGC-Italie
CJC catalogue
UJCE Espagne
KNE- Grèce
SKOJ Serbie
YTKP- Turquie
SKU suède
KU- Norvège
KSM république tchèque
RKSMb-Russie

Déclaration commune des organisations de jeunes communistes sur le chômage et l'emploi des jeunes

"Nous ne serons pas les esclaves du 21ème siècle ! Nous nous battons pour des emplois stables et permanents avec des droits complets! "

Jeunes chômeurs, jeunes travailleurs, jeunes intégrés dans les programmes d'emploi spécifiques de l'UE ;

En 2013, l'UEa organisé 5 conférences sur le chômage. Cependant, au lieu de diminuer, le taux de chômage a considérablement augmenté : 26 millions de personnes sont au chômage, 120 millions de personnes vivent en ce moment sous le seuil de pauvreté. Le taux de chômage des jeunes âgés de 18 à 30 ans dans certains pays dépasse 50 % et dans l'UE en général atteint 25 % !

Les différents « programmes sur l'emploi » appliqués par l'UE et les gouvernements capitalistes pour la jeunesse sont une blague : au lieu d'un travail avec des droits, ils nous offrent des « opportunités » sous-payées, pour quelques mois et seulement pour quelques-uns. Ils nous transforment de « travailleurs » à « bénéficiaires », ils parlent de " garanties pour les jeunes " qui ne visent en réalité qu'à garantir les profits du capital en fournissant de la main-d'œuvre gratuite pour les employeurs sans aucun droit pour les travailleurs. Au lieu de mesures pour la protection de l'emploi, ils proposent des avantages économiques pour les patrons. Ces programmes sont un prétexte pour supprimer les maigres droits qui existent encore.

La " liberté de mouvement " à l'intérieur de l'UE s'est avérée être une liberté pour les chefs d'entreprise de nous exploiter, où ils ont besoin de nous et par tous les moyens.

L'expérience récente de milliers de jeunes immigrants en Europe montre que, pour les enfants de la classe ouvrière et des couches populaires, partout il y a la même situation : travail privé de droits, salaires qui ne peuvent pas couvrir les besoins de base, intensification de l'exploitation de n'importe quelle manière que ce soit (garantie jeune, mini-emplois, contrats zéro heure).

Le chômage de masse marque les impasses du système d'exploitation capitaliste. Le chômage fait partie de l'ADN du système, les capitalistes l'utilisent également à leur profit.

Jeune ouvrier engagé dans les programmes d'emploi européen : organise-toi dans les syndicats ! Renforce la lutte sur des positions de classe ! Exige ton droit à un travail stable avec des droits, à un salaire décent !

Jeunes chômeurs : Ne renoncez pas ! Organisez-vous dans les comités, pour demander du travail stable avec droits !

Exigez vos droits à la sécurité sociale et aux soins de santé, à l'augmentation des indemnités de l'assurance chômage

Joignez-vous aux jeunes communistes dans la lutte de masse pour défendre et étendre nos droits, dans la lutte pour l'abolition définitive du système d'exploitation qui donne naissance au chômage, pour une société où les travailleurs et les gens auront le pouvoir et la richesse qu'ils produisent de leurs mains. Seulement dans cette société le travail sera garanti pour tous, parce que tous les travailleurs y produiront des richesses pour leurs propres besoins et non pour les profits des capitalistes.



L' Université Versailles Saint Quentin victime de l'autonomie

C'est l'une des premières Universités françaises à avoir appliquée les réformes prônant l'autonomie qui se retrouve aujourd'hui sous tutelle du rectorat. La présidence de l'Université n'ayant pu présenter un budget en équilibre, il manque 5,2 millions d'euros pour boucler ce budget.

L'idée médiatique dominante est celle d'une mauvaise gestion des budgets et d'une responsabilité de l'ancienne Présidente dans d'éventuels conflits d'intérêts. S'il est possible que ça soit le cas, cela n'exclut pas la cause première du déficit de l'Université Versailles Saint Quentin qui est celle du désengagement progressif de l'État dans la gestion des Universités. En effet depuis la première Loi de Réforme de l'Université proposée sous la présidence de N. Sarkozy et renforcée depuis par l'actuelle ministre de l'enseignement Supérieur à travers la Loi Fioraso, les Universités sont fortement invitées à compenser le retrait progressif de l'État de leurs budgets en se tournant vers les marchés privés. C'est ainsi en partie à cause de la multiplication de Partenariats Public Privés que l'université Versailles Saint Quentin se retrouve en faillite budgétaire, ces contrats profitant largement au monde de l'entreprise et vidant les caisses de l'université.

L'Université de Versailles Saint Quentin est un cas spécifique, cependant il ne serait pas surprenant de voir son cas se généraliser à de nombreuses universités. TD surchargés, non-remplacement du matériel, suppressions de filières... les étudiants vivent au jour le jour l'impact de l'autonomie des universités. Celles-ci, mises en concurrence entre elles voient leurs budgets diminuer d'années en années. Les économies de bouts de ficelle se multiplient et nos Universités se retrouvent obligées de quémander aux chefs d'entreprises une part d'investissement. La contrepartie est simple : suppression des filières jugées non rentables au monde de l'entreprise et apparition de licences et de cours inutiles aux étudiants et à l'économie française.

L'Union des Étudiants Communistes continue de réclamer le retrait de ces réformes dégradant les conditions d'études et les débouchés professionnels des étudiants. Nous exigeons un réengagement massif de l'État dans le monde universitaire afin d'assurer des formations de qualité aux futurs travailleurs de demain. Une grande campagne contre les fermetures de filières, d'UFR et de laboratoires est menée partout en France. Lorsque des filières de cours ferment ce sont des pans entiers de savoirs et de savoirs-faire qui ne sont plus accessibles pour des milliers de personnes ce qui fragilise l'emploi et l'économie du pays. Ce n'est pas au monde de l'entreprise de dicter ses besoins au monde universitaire, l'Université doit être un lieu d'émancipation pour les étudiants, où chacun et chacune peut se former pour apprendre un métier et répondre aux enjeux économiques et technologiques de demain.

A voir sur l'internet

Pierre Laurent invité de Christophe Barbier sur I>TV – 3/3/2014
http://www.dailymotion.com/video/x1efbz1_pierre-laurent-invite-de-christophe-barbier-sur-i-tv_news

Apolline de Malherbe reçoit Pierre Laurent – 27/2
http://www.dailymotion.com/video/x1dl1yh_bourdin-direct-pierre-laurent-27-02_news

Charles Silvestre invité de "3D" sur France-Inter pour son livre "La Victoire de Jaurès" <http://bit.ly/1a3CSTI>

Notes prises à la réunion publique du 10 décembre à Annemasse avec Pierre Laurent, Jean Ziegler et Éric Bocquet :

<http://gemcran.wordpress.com/2013/12/17/notes-prises-a-la-reunion-publique-du-10-decembre-laurent-ziegler-bocquet-annemasse-pcf/>

Vidéo rétrospective de la Fête de l'Humanité... <http://fb.me/ZAJbTKw2>

Vidéo : "Ambroise Croizat", conférence de Michel Etiévent.

<http://tmbldr.co/ZYDRUwkodK66>

Pétitions en ligne

Libertés et service public en danger ! <http://www.petitionpublique.fr/?pi=P2013N45469>

«Pour le nouveau siège de la CPAM d'Annecy, un nom s'impose : celui d'Ambroise Croizat !» <http://www.petitionpublique.fr/?pi=Croizat>

Non à une intervention militaire de la France en Syrie :

<http://www.humanite.fr/non-a-une-intervention-militaire-de-la-france-en-syrie>

PAS DE HONTE A PORTER UN NOM ARABE !

Ce jeudi 20 février 2014, sur le marché, un de mes co-listiers m'apprend que l'extrême droite fait circuler une rumeur sur la francisation de mon nom d'épouse, sur ma propre initiative ! Ahurissant !

Un nouveau délire de plus de celles et ceux qui au Front National ou à la Ligue du Sud pensent que porter un nom arabe est une honte.

J'aurais demandé à retirer le 2^{ème} A de HALAOUI pour me faire appeler HALOUI.

Je me suis mariée le 21 septembre 1996 à Bouabdallah HALOUI.

La copie de mon livret de famille atteste de mon nom d'épouse.

En 1996, je travaillais en Mairie et j'étais déjà la bête noire de Bompard car j'étais la déléguée CGT qui dénonçait ses excès. Au moment de mon mariage, le Maire avait voulu savoir s'il pouvait utiliser mon nom d'épouse sans mon autorisation ; il avait chargé le secrétaire général de la mairie d'interroger le responsable d'état civil.

La preuve, ce courrier du 26 septembre 1996 que j'ai pu avoir entre les mains et qui démontre 2 choses :

- c'est la mairie qui m'appelait déjà HALAOUI alors que mon acte de mariage mentionnait que je m'appelais HALOUI
- pensant que je n'oserais pas porter un nom arabe, le maire voulait, sans mon autorisation, m'appeler HALAOUI.

Les petits calculs du Maire d'Orange ont été inutiles puisqu'il n'y avait pas de raison qui me pousse à refuser de porter le nom de mon époux qui est aussi celui de mes enfants.

Parmi les 90 noms de familles les plus portés en France, il n'y a pas que des MARTIN, des DURAND ou des DUBOIS ; figurent des LOPEZ, des FERNANDEZ, des GARCIA, ou des PEREZ. L'immigration est constitutive de l'identité française qu'elle soit polonaise, italienne, marocaine, espagnole, roumaine ou algérienne. La xénophobie de Jacques Bompard n'y changera rien !

La liste « Orange citoyenne et solidaire » est à l'image de la société française telle qu'elle est aujourd'hui ! Plutôt que de diviser et de faire monter le racisme, attaquons nous aux véritables causes de la crise, à la spéculation financière, aux inégalités sociales, créons les conditions d'une société du mieux vivre ensemble plus juste et plus solidaire où chacune et chacun pourra vivre de son travail et envisager un avenir meilleur pour ses enfants.

Fabienne HALOUI
Conseillère régionale
Conseillère Municipale

Plus d'infos : <http://frontdegauche.hautvacluse.over-blog.com/>

Victoire des sandinistes (FMLN) aux élections présidentielles du Salvador

http://www.editoweb.eu/nicolas_maury/Victoire-des-sandinistes-FMLN-aux-elections-presidentielles-du-Salvador_a7572.html

Sánchez Cerén, candidat sandiniste du Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional (FMLN) a remporté les élections présidentielles avec 50,13% des voix - article et traduction Nico Maury

Selon le Tribunal suprême électoral (TSE), l'ex-guérillero marxiste Salvador Sánchez Cerén, candidat du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN), a obtenu 1.459.147 voix (50,13%), contre 1.451.828 (49,87%) pour l'opposition libérale anticommuniste. Le FMLN remporte les présidentielles au Salvador.

Les deux candidats se sont affrontés lors de ce second tour de l'élection présidentielle pour un mandat unique de cinq ans. M. Cerén, 69 ans, avait manqué d'un cheveu l'élection dès le premier tour, le 2 février, avec 49 % des voix. Ex-ministre, l'ancien membre du haut commandant de la guérilla marxiste est l'actuel vice-président du sortant Mauricio Funes, un journaliste modéré élu en 2009, mettant fin à vingt ans de règne de l'Arena et signant la première élection d'un président de gauche à la tête de ce pays de 6,2 millions d'habitants.

M. Cerén a promis d'approfondir les programmes sociaux mis en œuvre par le gouvernement, qui sont parvenus à faire diminuer de presque 6 points le taux de pauvreté, qui s'établit désormais à 40 % de la population, selon le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD).

55 MILLIARDS

=

2 MILLIONS

D'EMPLOIS

**L'Etat peut les offrir au patronat,
qu'il embauche directement**

**Contre l'ensemble Pacte de « responsabilités »-TVA-CICE :
Construire un front de lutte pour gagner maintenant, c'est possible !**

Le pacte de « responsabilités » est le plus gros mauvais coup contre les salariés depuis des années : 35 milliards d'euros, correspondant à la fin du financement des allocations familiales par les cotisations sociales patronales. **Pour faire avaler ce « gros morceau », vieille lune du Medef, le pouvoir de « gauche » a mis les formes.** Il s'y prend par étape, sur fond de propagande sur la « compétitivité » et de prétextes européens. Les exonérations de cotisations patronales n'ont jamais créé d'emplois : même leurs économistes n'arrivent pas à le montrer.

Côté cadeaux aux patrons, il a fait passer fin 2012, le « Crédit d'impôt compétitivité », le CICE, 20 milliards d'euros par an en 2015, presque sans opposition, sans mobilisation. Il s'agit pourtant de faire rembourser par le contribuable – salariés, retraités avant tout – 6% des salaires (inférieurs à 2500 euros par mois). D'ici 2016, le CICE sera complété ou sera fondu dans un nouveau dispositif exonérant le patronat des cotisations familiales : 15 milliards de plus pour eux.

LE 18 MARS

**TOUS EN GRÈVE
TOUS DANS LA RUE**

**Contre la politique anti
sociale du gouvernement**

**Rassemblons les salariés, les familles contre les pertes de pouvoir
d'achat, les hausses de TVA, la casse des allocations familiales !
Dans ce cadre, dénonçons et exigeons la fin du CICE !**

Côté sacrifices aux salariés et aux familles, les allocations ne sont plus revalorisées au rythme des salaires. Leur caractère universel est remis en cause par des plafonds de plus en plus bas. Le CICE est financé par des hausses considérables de TVA qui pèsent en moyenne de 170 euros par an par foyer (6,5 milliards au total et ce n'est qu'un début). La TVA antisociale que Sarkozy n'a pas réussi à imposer est instaurée. D'autres coupes budgétaires suivront, notamment contre les politiques du logement et de la petite enfance.

Toutes ces attaques, ces provocations au monde du travail, à ceux qui vivent déjà de plus en plus difficilement depuis des années, donnent **un point de convergence des luttes concret, rassembleur, sinon des syndicats d'accompagnement, d'une majorité large du monde du travail.**

Bien sûr, communistes, nous sommes pour un changement radical de politique, pour une remise en cause globale (et non une simple « remise à plat » et réorientation) des 230 milliards d'euros d'aides au profit. **Mais il faut engager le mouvement sur un point qui fédère et développe les luttes immédiatement.** Nous payons trop cher les illusions semées d'un changement de majorité politique avec l'alternance. Le rapport de force contre la casse de la retraite à 60 ans et le retrait de la loi Woerth en 2010 a été gâché.

Le pacte de « responsabilités » n'est pas négociable, contre telle ou telle contrepartie : exprimons son rejet sans conditions !

Dans l'immédiat, nous nous battons et appelons à se battre pour

- **le retrait du « CICE – crédit d'impôts compétitivité »** - 20 milliards d'euros au patronat par an sur les salaires – et l'annulation des hausses de TVA.
- **la suppression des exonérations de cotisations sociales patronales**, 35 milliards d'euros par an, aux dépens de la Sécu et les dépenses sociales de l'Etat, sans effet sur l'emploi.
- **l'abandon de la « réforme » ferroviaire**, étape de l'éclatement et de la privatisation de la SNCF programmée pour ce semestre. Toutes les batailles pour le service public peuvent être reliées à cet objectif.
- **la nationalisation d'Arcelor-Mittal et de PSA.** Il est inconcevable que l'Etat (Montebourg !) rentre à hauteur de 1,5 milliard d'euros dans le capital de PSA pour faciliter la casse de la production et l'arrivée de capitaux chinois.
- **la fin de l'application des traités et directives européens, pour la rupture avec l'euro**, instrument destiné à imposer les politiques de destruction économique et sociale dans chaque pays.

L'expérience le vérifie à nouveau : toute perspective de changement ne peut partir que des luttes et de leurs convergences sur des positions de rupture, à chaque niveau.

.....
Organise ta colère, rejoins le PCF

Nom, prénom : **tél :**

Adresse : **mail :**

Les Voix de la Colère

PCF Section de Saint Quentin - 22, rue de la Pomme Rouge - 06.26.09.26.48 - pcfquentin@gmail.com

<http://pcf.saintquentin.unblog.fr> - Facebook : PCF.St.QUENTIN.Aisne

Nouveau camouflet à La Poste

Christian Garrette, facteur à Annecy, a repris le travail hier. L'inspection du travail refuse le licenciement de ce syndicaliste, harcelé par la direction depuis 2011.



Christian Garrette, 1-La Poste, 0. Vendredi, l'inspection du travail a refusé d'autoriser le licenciement de ce syndicaliste CGT. Depuis le 8 octobre, le facteur du centre de distribution d'Annecy était sur la sellette, accusé de rétention de courrier et de dénigrement de l'entreprise parce qu'il avait osé expliquer aux usagers pourquoi leur courrier arrivait en retard, à cause des suppressions d'emplois et des réorganisations en cascade. Après une tentative de licenciement déjouée en décembre, La Poste ayant oublié de consulter la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (Direccte) sur le cas de ce salarié protégé, l'entreprise avait réenclenché la procédure. Déjà en 2011, le service public postal l'avait sanctionné pour avoir pris la parole en public. Si La Poste faisait tout pour éloigner le facteur du centre de distribution, c'est parce que Christian Garrette, militant depuis 18 ans, était le fer de lance de la mobilisation de l'été dernier contre la dernière réorganisation qui avait fait passer 12 postes à la trappe.

Après 5 mois d'inactivité forcée, hier, le facteur a donc remis le pied au pédalier. Une bonne nouvelle qu'il accueille avec « satisfaction », mais qui ne l'empêche pas de ferrailler contre les dépassements horaires quotidiens des postiers. « Dans ma tournée, on m'a rajouté une rue, je suis censé finir le travail à 13h51, mais c'est impossible avec la charge de travail, je ne partirai pas avant 15 heures. Nous avons le droit à 220 heures supplémentaires rémunérées dans l'année, au-delà, il ne faudra pas compter sur moi pour travailler gratuitement. » Avec le plan stratégique 2020 de La Poste, le syndicaliste s'inquiète des nouvelles attributions des facteurs. En plus de la distribution, ils devront se muer en commerciaux, chargés de vendre des prestations à « des clients ». Malgré sa réintégration, Christian Garrette ne crie pas victoire trop vite. La Poste peut encore faire appel de cette décision auprès de la direction générale du travail. En attendant, il sera sur le pont pour la journée d'action dans le groupe le 13 mars prochain, à l'appel de la CGT, de SUD et de la CFDT.

Crise à Chypre : mise en échec des privatisations imposées par l'UE et chute du gouvernement ... grâce aux communistes !

<http://solidarite-internationale-pcf.over-blog.net/article-crise-a-chypre-mise-en-echec-des-privatisations-imposees-par-l-ue-et-chute-du-gouvernement-gra-122795278.html>

La petite île chypriote est un grain de sable pour la « Troïka » : ce vendredi, un plan de privatisation de 3 entreprises publiques a été mis en échec par le Parlement, après des mobilisations populaires, le gouvernement a donné sa démission collective.

Peut-être n'est ce qu'un répit, mais au vu de l'affolement dans la presse économique européenne, c'est aussi un camouflet pour l'Union européenne, le FMI, les milieux financiers européens qui ont tenté d'imposer le bradage du patrimoine national chypriote.

Le plan de privatisation de trois entreprises publiques majeures a été rejeté par le Parlement à 25 voix contre, 25 voix pour et 5 abstentions. Sur les 25 voix contre, 19 viennent des communistes de l'AKEL, 5 des socialistes de l'EDEK avec 1 écologiste. 5 parlementaires de droite se sont abstenus.

Le plan de privatisation est un élément-clé de l'accord conclu avec le FMI, l'UE l'an dernier de 10 milliards de \$. Le leader du parti de droite DISY, Averof Neophytou, a réaffirmé que « les privatisations sont une nécessité ». Le dirigeant du Parti Communiste AKEL a, lui, déclaré au Parlement qu'il n'accepterait pas « le bradage du patrimoine national », dénonçant le « chantage des prêteurs internationaux », visant l'UE et le FMI. Le gouvernement a proposé ce vendredi la privatisation de 3 fleurons nationaux : Cyprus Telecom (CyTA), l'Entreprise nationale électrique et les ports du pays, avec comme objectif de lever la somme de 1,4 milliards d'euros pour rembourser les créanciers européens.

Le rejet de ce plan de privatisation s'inscrit dans le cadre d'une semaine de mobilisation populaire qui a culminé ce vendredi par une manifestation de plusieurs milliers de Chypriotes en colère, devant le Parlement, juste avant le vote.

Ce vendredi, les membres du gouvernement ont donné leur démission collective. Le président chypriote a accepté cette décision et devrait annoncer un nouveau Cabinet d'ici la mi-mars.

Le camouflet du vote contre le plan de privatisations au Parlement, ainsi que des désaccords dans la coalition gouvernement sur les pourparlers de paix autour de la « question nationale » expliquent cette crise politique.

AKEL s'est réjoui de cette victoire au Parlement et exige que le « le gouvernement respecte l'issue du vote (...) et ne fasse pas comme à l'accoutumée, méprisant le vote populaire ».

Les communistes chypriotes réaffirment à nouveau la nécessité « d'être ferme avec la Troïka et de ne laisser passer aucune privatisation (...) nous sommes prêts à proposer des alternatives au bradage de notre patrimoine national ».

On se rappelle que l'AKEL avait décidé l'été dernier d'adopter officiellement la position de « sortie de l'Euro », après avoir appelé à une politique de rupture avec l'Union européenne et le FMI, faisant son auto-critique par rapport aux espoirs qu'elle avait pu avoir d'aménagement du cadre européen.

L'Humanité et l'Humanité Dimanche sont en grand danger.

Dès maintenant, faites un don en ligne.

<https://www.donspep.caissedesdepots.fr/?journal=huma>

